

Pierre-Noël Giraud : « Le défi d'aujourd'hui : mettre en œuvre des politiques climatiques qui n'accroissent pas les inégalités »

Observatoire | 4 décembre 2013 |



Les conclusions du premier volet du rapport du Giec, rendues publiques en septembre dernier, ne rendent pas Pierre-Noël Giraud optimiste. Loin s'en faut ! L'économiste, professeur à Mines ParisTech et à Paris Dauphine (Chaire Finance et Développement Durable) remarque que non seulement nous ne réduisons pas nos émissions de gaz à effet de serre mais que nous envisageons de le faire sans nous soucier des inégalités que cela générera.

Peut-on réduire les émissions de gaz à effet de serre sans nuire au progrès ?

La question oblige à définir ce qu'on entend par progrès. Si le progrès, c'est produire encore plus des biens et services aujourd'hui consommés, la réponse est claire et nette : nos tentatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont vouées à l'échec. Si l'on considère en revanche que le progrès serait de consommer moins pour moins détruire l'environnement, alors il faut réorienter les contours de la croissance. Si on veut réduire les émissions de gaz à effets de serre, il faut produire les mêmes services, énergétiques par exemple, avec plus de ressources provenant du capital et du travail. Cela veut dire que la production sera plus chère. Les personnes qui pensent qu'on peut adopter une politique climatique sans rien changer au mode de consommation actuel se trompent évidemment.

Les partisans d'une politique climatique rigoureuse, qui parlent de « double dividende » en imaginant que cela pourrait avoir des répercussions intéressantes pour la production locale et pour l'emploi, se trompent aussi. Pourquoi emploierions-nous plus de chômeurs dans le cadre d'une production respectueuse de l'environnement, alors qu'on n'arrive pas à les employer aujourd'hui ?

Qu'est-ce qui permettrait de supporter l'urbanisation croissante de la planète ?

On a parfaitement identifié les moyens techniques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les villes : une meilleure isolation thermique des bâtiments et une plus grande utilisation de transports en commun électrifiés, à condition que l'électricité soit décarbonnée. Le problème, c'est que les bâtiments bien isolés et dotés de pompes à chaleur, on ne les trouve pas dans les bidonvilles. Or,

selon les prévisions des Nations Unies, une grande proportion de la population des pays émergents habitera encore d'ici à la fin du siècle dans des bidonvilles (50 % à Mumbai et 80 % à Addis Abeba aujourd'hui). Rien qu'en Afrique sub-saharienne, il y aurait d'ici à 35 ans, plus de 700 millions de nouveaux urbains. Ces personnes ne s'installeront pas, du moins dans un premier temps, dans des bâtiments de haute qualité environnementale. Ou alors il faudrait que les riches financent massivement l'habitat et les infrastructures urbaines pour les pauvres.

Ce n'est pas le chemin qui se dessine. Tout ceci met l'accent sur une problématique fondamentale : les moyens technologiques dont nous disposons pour négocier la transition énergétique ne prennent pas en compte la réalité des pauvres dans les pays pauvres, mais aussi du nombre croissant de pauvres dans les pays riches. Pire : ils risquent d'accroître les inégalités entre pays riches et pays pauvres, et au sein des pays. Or, on ne peut pas demander aux plus pauvres d'aujourd'hui de contribuer à couvrir le coût de la transition énergétique.

Quelles sont les orientations pour une transition énergétique efficace qui garantirait un principe d'équité ?

Avant toute chose, il faut bien voir que la réduction des gaz à effets de serre est surtout un défi qui se pose pour le siècle qui vient. Dès la fin du 21^e siècle, on le sait, l'humanité va décroître en nombre. Il y a donc une traversée à accomplir aujourd'hui et le bateau, de plus en plus chargé, menace de couler.

C'est inquiétant et pourtant, si on regarde de plus près, on constate que 10 % des gens sur le bateau représentent à eux-seuls presque la moitié de la charge. Il faudrait donc avoir le courage de dire : *« Désolé, chers amis, mais ou vous vous allégez ou vous sautez du bateau »*. Hélas, personne ne dit ça. Les Chinois qu'on regarde d'un sale œil car ils ont certes beaucoup augmenté leurs émissions de gaz à effet de serre depuis vingt ans, un peu plus d'une tonne/ha en 2000 contre près de cinq aujourd'hui, n'émettent encore que la moitié du niveau allemand et le quart du niveau américain, tandis que l'Inde est encore très loin avec un peu plus de une tonne par habitant.

Ma préconisation ? Que l'Europe fasse le pari de la transition écologique réductrice d'inégalités. Qu'elle taxe, progressivement mais fortement le CO₂, non seulement émis sur son territoire, mais aussi contenu dans ses importations. Qu'elle s'arrange, par une redistribution adéquate de la taxe, que cela ne coûte rien aux plus pauvres. Cela réduirait les inégalités et nous obligerait à améliorer, voire inventer des technologies pour produire différemment, ce qui nous placerait par la suite parmi les pionniers de ces nouvelles technologies.

Par ailleurs, cette taxe sur les produits en fonction de leurs émissions de CO₂, qui serait appliquée pour tous les produits d'exportation comme d'importation, pourrait être reversée dans un fond destiné à l'amélioration de l'efficacité énergétique, en Europe mais aussi ailleurs dans le monde. Ainsi, ce serait du gagnant-gagnant. Tout en œuvrant pour la protection de la planète, on aiderait les autres à en faire autant, et on réduirait les inégalités actuellement croissantes.